



Communiqué de Presse

Les députés de l'opposition des groupes parlementaires : les Démocrates, l'UNDR, l'URD, et les Non-inscrits informent l'opinion nationale et internationale que loin d'être de petites retouches techniques, les réformes institutionnelles soumises au vote de notre Assemblée Nationale apportent de profondes et graves modifications à la Loi fondamentale qui régit actuellement notre pays.

- ❖ La nouvelle Constitution fait prêter serment au président de la république élu sur le Coran ou la Bible. Elle remet donc en cause notre identité nationale : une République laïque, sociale, solidaire, indépendante et équidistante de toutes les obédiences religieuses. La laïcité est notre vécu commun. Les croyants du Tchad ont de tout temps respecté les religions et les courants philosophiques qui sont un soubassement de notre tolérance et de notre cohabitation pacifique.
- ❖ Elle met sous la coupe de la Cour Suprême, elle-même sous tutelle du Gouvernement, des institutions comme le Conseil Constitutionnel, la Cour des Comptes, la Haute Cour de Justice etc. faisant de la 4^{ème} République le dernier clou du cercueil de la démocratie et de l'Etat de droit au Tchad. Notre pays sera géré par un seul homme, fut-il élu, avec l'appui des chefs traditionnels aux pouvoirs étendus.
- ❖ En tant que cadre de l'action politique, la nouvelle Constitution porte atteinte à l'unité nationale en octroyant des statuts et avantages particuliers à des catégories spécifiques de Tchadiens en droits et en devoirs. Elle fait l'éloge du communautarisme, un système social incubateur du tribalisme et du régionalisme unanimement condamnés et rejetés par les populations.
- ❖ La procédure de son adoption dénie au peuple Tchadien le droit de se prononcer sur une Loi fondamentale qui engage son avenir en recourant au vote simple des parlementaires. Alors que le passage d'un système semi-présidentiel à présidentiel intégral est une refondation.

Loin d'améliorer notre gouvernance politique collective, la Constitution de la 4^{ème} République est un recul historique. Elle tue la liberté, l'équilibre des pouvoirs, le progrès et la paix qui sont les différents degrés qui doivent marquer la transformation de notre pays. Les députés de l'opposition ne peuvent accepter une telle régression sociétale. Les Tchadiens ne seront plus des citoyens libres et égaux mais des sujets d'un système politique suranné. Ils exigent un referendum populaire

qui est la voie la plus démocratique de l'acceptation d'un choix. Ils demandent à la population Tchadienne dans son ensemble : Partis Politiques, Associations de la Société Civile, les Jeunes, les Femmes, bref les forces vives d'assumer sa responsabilité face aux périls graves qui menacent le pays.

Ils attendent de la communauté internationale une attitude solidaire du Tchad menacé par le chaos. Elle en assume aussi la responsabilité.

Fait à N'djamena, le 22 Avril 2018.

Les Députés des Groupes Parlementaires

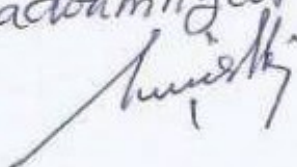
1. Les Démocrates



2. L'UNDR Saleh Kebzabo



3. L'URD Romadoungar Felix Niaké



4. Les Non-inscrits

Ndoubana dji Taram Delphine
tey